

Compte rendu

Ouvrage recensé :

De Koninck, Rodolphe (1997) *Le recul de la forêt au Viet Nam*. Ottawa, CRDI, 98 p. (ISBN 0-88936-845-7)

par Pierre Usselman

Cahiers de géographie du Québec, vol. 42, n° 116, 1998, p. 304-305.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022752ar>

DOI: 10.7202/022752ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

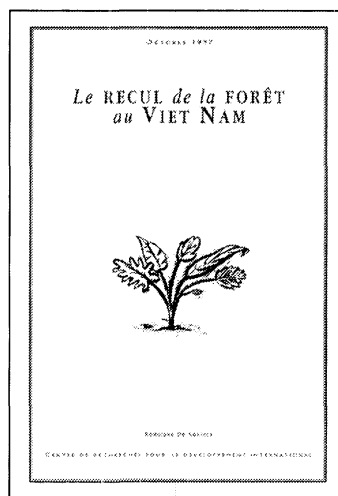
DE KONINCK, Rodolphe (1997) *Le recul de la forêt au Viet Nam*. Ottawa, CRDI, 98 p. (ISBN 0-88936-845-7)

Au Viet Nam comme dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, l'extension des forêts s'est considérablement réduite au cours des 50 dernières années. La récente étude de Rodolphe De Koninck présente l'immense intérêt de préciser, d'expliquer et de nuancer les causes de ce recul et d'en analyser la dynamique.

Les surfaces du couvert forestier et les évaluations de son retrait sont très variables selon les sources : pour les uns, près de 40 % de diminution entre la fin des années 1960 et la fin des années 1980 pour 55 % de la surface du pays en forêt à la fin des années 1960 (surface totale du pays 330 000 km²); pour d'autres, de l'ordre de 20 % de recul «seulement» entre 1943 et 1993 à partir d'une surface boisée estimée à quelque 40 % de la superficie du pays... Imprécision des chiffres, imprécision des sources, c'est le premier constat. Le second, c'est l'attribution de ce recul, réductrice et fréquemment exposée, aux minorités ethniques et aux conséquences de la guerre américaine avec l'emploi des défoliants. Or les choses ne sont ni aussi simples, ni aussi caricaturales, ne serait-ce qu'en constatant, qu'avec l'augmentation de la population du pays, s'est développée la colonisation par l'ethnie majoritaire, les Kinh ou Viets, de nouvelles terres où s'observent les plus importants déboisements. Dans cette situation, R. De Koninck a décidé de ne travailler que sur deux provinces relativement différentes, l'une dans le nord (Tuyen Quang), l'autre dans le sud des Plateaux centraux (Lam Dong). Si la première correspond à un territoire d'occupation récente (environ 90 % de son territoire était couvert de forêt en 1943), la seconde se caractérise par une occupation pionnière encore actuelle.

À un moment où sa population quadruplait (entre 1960 et 1989), il est bien montré que dans la province de Tuyen Quang les défrichement à des fins agricoles sont le fait d'agriculteurs kinh qui avancent de plus en plus dans les secteurs montagneux, alors que la principale ethnie minoritaire (Tay - Thai) voit son importance relative chuter. Dans la même province, l'agriculture itinérante sur brûlis ne touchait en 1992 qu'une surface très limitée de l'ensemble des terres agricoles (de l'ordre de 3 %) et la consommation en bois de feu augmentait également chez les Kinh. Les coupes commerciales de bois (déclarées ou informelles), particulièrement pour une papeterie proche, ont vraisemblablement aussi joué un rôle important dans la déforestation.

Dans la province de Lam Dong, où les riches sols basaltiques sont un des facteurs de la biodiversité naturelle et des possibilités de mise en valeur, R. De Koninck a disposé de nettement plus de données de tout type. Les forêts de pins ont été



d'abord largement défrichées entre 1958 et 1979 alors que s'élargissait un vaste couloir agricole, puis, entre 1979 et 1992, ce sont les forêts de feuillus qui ont le plus souffert, laissant la place à une agriculture sédentaire kinh. Or c'est à partir de l'unification du pays (1975) que se mettent en place dans le sud les Nouvelles Zones Économiques (NZE), particulièrement sur les plateaux centraux, avec de grandes migrations pionnières et l'augmentation de 65 % de la population de la province entre 1979 et 1989; dans le même temps, la population kinh passe de 65 à 76 % du total provincial. Des études détaillées montrent comment l'abattage de la forêt a pu être réalisé par les membres d'ethnies minoritaires (Hmong et Tay-Nung) qui ont ensuite cédé les terres à des colons Kinh, permettant alors aux autorités de faire porter le chapeau de la déforestation aux minorités... Enfin, la comparaison de la couverture forestière et des épandages américains de défoliants pendant la guerre semble montrer que la reconstitution du couvert forestier n'a pas été entravée.

En conclusion, ce petit ouvrage est extrêmement riche par ses données, par leur traitement et par leur interprétation qui remet en cause bien des idées reçues. Il ouvre la voie à des recherches complémentaires destinées à mieux connaître, pour l'ensemble de la forêt vietnamienne, les dynamiques en jeu et les conséquences de décisions politiques telles que l'expansion des NZP. La richesse de la biodiversité des boisements naturels, l'impact des fronts pionniers actuels et les dynamiques de reforestation devraient être à la base de ces recherches.

Pierre Usselman
GIP/RECLUS
Montpellier

GAUGUE, Anne (1997) *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la nation*. Paris, L'Harmattan (Coll. «Géographie et cultures») 230 p. (ISBN 2-7384-5273-6)

«Le musée: conservateur ou constructeur de l'identité nationale?»

Saisir dans toute la complexité territoriale de l'Afrique tropicale la dynamique des musées sur cette large part du continent noir peut ainsi, pour les besoins de cette recension, résumer l'entreprise colossale qu'a menée Anne Gaugue¹ dans le cadre de ses études doctorales dirigées par Yves Lacoste de l'Université de Paris VIII. Cette recherche a été aiguillée par une hypothèse qui tentait de vérifier comment, en terre d'Afrique, le musée devient un constructeur d'identité nationale plutôt qu'un simple et neutre conservateur de patrimoine culturel. En

